

ASSEMBLÉE NATIONALE

18 juin 2026

VISANT À OFFRIR DES RÉPONSES IMMÉDIATES AUX PHÉNOMÈNES TROUBLANT
L'ORDRE PUBLIC, LA SÉCURITÉ ET LA TRANQUILLITÉ DE NOS CONCITOYENS - (N°
2850)

Rejeté

N° CL299

AMENDEMENT

présenté par

M. Vicot, M. Saulignac, Mme Allemand, Mme Capdevielle, M. Christophle, M. Houlié,
Mme Karamanli, M. Pena, Mme Thiébault-Martinez, M. William et les membres du groupe
Socialistes et apparentés

ARTICLE 5 SEPTIES

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement du groupe Socialistes et apparentés entend supprimer cet article qui prévoit d'augmenter l'amende forfaitaire délictuelle applicable en cas de délit d'occupation en réunion sans titre d'un terrain.

En cas d'occupation illicite en réunion d'un terrain l'amende forfaitaire de base serait portée de 500 à 1 000 euros, l'amende forfaitaire minorée de 400 à 750 euros et l'amende forfaitaire majorée de 1 000 à 1 500 euros.

Une telle mesure vise évidemment les gens du voyage et procède d'une démarche tout à la fois démagogique et stigmatisante pour les personnes ainsi ciblées.

La loi Besson organise l'accueil et l'habitat des « gens du voyage » : les obligations des collectivités ne sont que partiellement respectées. Dans ces conditions, c'est la collectivité publique qui organise l'illégalité des situations.

Selon le Délégué général - Association Nationale des Gens du Voyage Citoyens "les aires manquent, beaucoup sont saturées, certaines sont indignes, et nombre d'entre elles restent éloignées des centres de vie. Elles ne répondent pas davantage à la diversité des besoins, qu'il s'agisse de l'itinérance, des grands passages, de l'ancrage territorial, des terrains familiaux ou de l'habitat permanent en résidence mobile. La Commission nationale consultative des gens du voyage (CNCGDV) l'avait rappelé dans son avis sur la proposition de loi Albertini. Réduire la réforme de

l'accueil au seul renforcement répressif, alors même que l'accueil est insuffisant quantitativement et qualitativement, revient à affirmer que l'on ne veut pas accueillir les "gens du voyage", plutôt qu'à chercher les moyens d'une politique d'habitat digne. Pourtant c'est exactement ce que fait RIPOST. Le texte ne crée aucune obligation effective nouvelle en matière d'accueil. Il ne garantit ni l'accès à l'eau, ni l'accès à l'électricité. Il ne développe pas les terrains familiaux et ne répond pas aux besoins d'ancrage. Il ne résout rien. Il sanctionne les conséquences de l'inaction publique."